



Octobre 2020

Sommaire

Axe 1 : Création et créativité

- Fonds de soutien à la création
- Résidence de création
- Recherches et expérimentations artistiques
- Emergence
- Editeurs indépendants
- Libraires indépendants

Axe 2 : Education et métiers

- Parcours d'éducation, de pratique et de sensibilisation à la culture
- Médiateurs culturels pour les salles de cinéma de proximité

Axe 3 : Vitalité des territoires et relations aux habitants

- Résidences longues de territoire
- Micro-folies
- Jardins en Scène
- Restauration et valorisation du patrimoine rural non protégé
- Restauration et valorisation du patrimoine protégé

Axe 4 : Rayonnement et développement international

- Accord de coopération culturelle entre la Communauté Flamande et la Région Hauts-de-France
- Partenariat entre l'Institut Français et la Région Hauts-de-France
- Hauts-de-France en Avignon
- Temps forts, manifestations et leurs résonances
- Expositions
- Haute-Fréquence

Tous axes : aide à l'investissement

Annexe :

Règlement de fonctionnement des Comités consultatifs

POLITIQUE CULTURELLE DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE

AIDES AUX PROJETS (FONCTIONNEMENT)

AXE 1 - Création et créativité		AXE 2 – Education et métier	
Création libre	Novation	Formation et enseignement artistique	Génération Culture
Garantir la liberté de création artistique et soutenir la vitalité artistique et la production régionale	Soutenir le développement intégré et renforcé de la diversité d'acteurs qui constituent une filière		Favoriser l'accès de tous à l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie
Fonds de soutien à la création [PRAC] Production dans un cadre professionnel d'une œuvre originale destinée à être diffusée	Aide à la structuration des filières [PRAC] Projets qui concourent à la structuration de la filière livre	Enseignement, qualification et professionnalisation [PRAC] Projets de formation-enseignement artistique préparatoire aux formations supérieures	Médiation et éducation artistique [PRAC] Accessibilité de tous à la culture par des opérations de sensibilisation, d'éducation artistique et culturelle de manière innovante ou expérimentale
Résidences de création [PRAC] Accueil d'artistes et d'équipes artistiques dans des lieux et conditions adaptées	Aide à la rénovation des modèles [PRAC] Accompagner les mutations nécessaires à l'évolution des modèles économiques sociaux et technologiques	Médiation des publics [PRAC] Conditions de la mobilité des publics pour faciliter la découverte des propositions artistiques, culturelles et patrimoniales de leur région	Médiateurs culturels pour les salles de cinéma de proximité [MCIN] Emploi des médiateurs chargés de déployer des actions de médiation culturelle
Recherches et expérimentations artistiques [EXPE] Recherches disciplinaires ou sectorielles s'inscrivant dans une démarche professionnelle et associant plusieurs partenaires	Editeurs et libraires indépendants [PRAC] Développement, modernisation, dans le cadre de la structuration de la filière livre	Parcours d'Education, de Pratique et de Sensibilisation à la Culture PEPS > Dans les Murs [PDLM] Parcours d'immersion et de sensibilisation se déroulant dans des établissements scolaires volontaires > Hors les Murs [PHLM] Programme de sorties collectives et de médiation, élaboré par l'établissement	
Emergence [PRAC] Création artistique et développement de carrière dans des conditions professionnelles	Éditeurs et libraires indépendants [PRAC] Développement, modernisation, dans le cadre de la structuration de la filière livre		

AXE 3 - Vitalité des territoires et relations aux habitants

Territoire	
Favoriser une offre culturelle équilibrée permettant un aménagement culturel des territoires et l'instauration d'une véritable identité	
Circulation de la création en région [PRAC] Projets de diffusion de la création à l'échelle régionale ou infra régionale, en appui des territoires	Préservation et valorisation du patrimoine [PRAC] Projets de conservation, d'étude, de valorisation du patrimoine matériel et immatériel régional
Projets co-construits avec des partenaires institutionnels, des associations culturelles et des habitants [PRAC] Projets culturels ancrés sur les territoires	Jardins en scène [AJES] Programmation artistique pluridisciplinaire de plein air dans des espaces paysagers et patrimoniaux par des lieux intermédiaires
Résidences longues de territoire [PRAC] Accueil et accompagnement technique et artistique d'au moins un an avec pour objectif de création, diffusion, médiation et sensibilisation	Résidences longues de territoire [PRAC] Accueil et accompagnement technique et artistique d'au moins un an avec pour objectif de création, diffusion, médiation et sensibilisation

AXE 4 - Ravonnement et développement international

Haute Culture	
Positionner la région comme "Terre de rayonnement culturel"	Encourager le développement de projets ou événements phares valorisant les territoires sur les scènes nationale et internationale
Promotion, valorisation, exportation de la créativité régionale [PRAC] Projets au niveau national et international	Festival Haute Fréquence [HF] Valorisation de la scène régionale en musiques actuelles et de sa dynamique dans les territoires
Coopération culturelle avec la Communauté flamande de Belgique [COOP] Mobilité interrégionale des œuvres, artistes, publics, structures culturelles / internationallement à l'international d'artistes émergents	Temps forts, manifestations et leurs résonances [PRAC] Evènements culturels «phares ou structurants» de deux jours au minimum pouvant être déclinés sur le territoire régional
Partenariat avec l'Institut Français Projets de création, diffusion ou coopération à l'international	Hauts-de-France en Avignon [FAVI] Accompagnement de spectacles produits en région au festival off d'Avignon afin de favoriser leur promotion et leur diffusion sur la scène nationale et internationale

Les fiches d'aides délibérées

AXE 1 : CREATION ET CREATIVITE

DISPOSITIF CREATION LIBRE

Volet qui concourt à soutenir la création d'une œuvre artistique et favoriser sa rencontre avec les publics.

Objectifs opérationnels :

- accompagner et soutenir les artistes et acteurs culturels dans leur démarche de création
- soutenir la création régionale en encourageant la vitalité artistique, sa diversité et son renouvellement
- favoriser la rencontre de l'œuvre avec le public

Bénéficiaires :

Opérateurs de droit public (EPCI, commune, syndicat mixte...) ou privé (associations, artistes, collectifs d'artistes, sociétés privées...), résidant en région ou y développant tout ou partie de leur activité depuis au moins deux ans.

Seront éligibles à ce dispositif toutes les filières artistiques ou expressions artistiques à l'exception du cinéma et de l'audiovisuel.

Pour le spectacle vivant :

Equipe artistique/artistes justifiant de la licence d'entrepreneur du spectacle en cours de validité et ayant créé au moins un spectacle professionnel.

Pour les arts visuels :

Cette aide s'adresse aux artistes – auteurs professionnels (disposant d'un N° de SIREN/SIRET). Les étudiants ne peuvent pas postuler.

Cette aide est **non cumulable avec l'aide de la DRAC**

Pour la création littéraire :

Les bénéficiaires sont les auteurs (écrivains, illustrateurs- dessinateurs, traducteurs) et pouvant justifier de la publication d'au moins trois œuvres personnelles à compte d'éditeur sur une période de dix ans, par une maison d'édition professionnelle. Les contrats à compte d'auteur ou à compte à demi sont exclus du dispositif.

Le bénéficiaire devra par ailleurs justifier du temps dégagé afin de mener à bien sa démarche de création. Il ne devra pas, pour ce même projet, déjà bénéficier d'une bourse. Son projet d'écriture ne pourra pas s'inscrire dans le cadre d'une activité professionnelle rémunérée.

Projets éligibles :

Projets visant la production sur le territoire des Hauts-de-France, dans un cadre professionnel, d'une œuvre originale destinée à être diffusée.

Cf spécificités par thématiques ci-après :

CREATION LITTERAIRE

- rédaction, illustration ou traduction de textes à caractère littéraire
- création numérique de projets littéraires enrichis ou augmentés.

Le projet concerné doit s'inscrire dans une démarche de création à compte d'éditeur (sur la base d'un contrat d'édition ou d'une lettre d'une ou plusieurs maisons d'édition professionnelles s'engageant à lire le manuscrit).

SPECTACLE VIVANT

- les projets de création doivent faire l'objet au minimum de 5 représentations
- les projets de création doivent bénéficier de l'accompagnement (pré-achat, coproduction, accueil en résidence...) d'au moins un lieu de diffusion professionnel en ou hors région.
- le plan de diffusion doit justifier de représentations en Hauts de France.

MUSIQUES

Les projets de création doivent bénéficier de l'accompagnement (pré-achat, coproduction, accueil en résidence, managers/tourneurs...) de professionnels en ou hors région.

Modalités / conditions de l'aide:

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme en ligne par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

Le financement sera versé sous forme de **subvention forfaitaire** :

- **pour le spectacle vivant et les musiques: à hauteur maximum de 23 000 € et de 50% du coût total du projet.**
- **pour les arts visuels: à hauteur maximum de 8000 € non cumulable avec l'aide de la DRAC**
- **pour la création littéraire : à hauteur maximum de 5000€**

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Un même porteur de projet ne peut déposer qu'un dossier de demande d'aide au titre du fonds de création par année civile.

Le porteur de projet ne peut cumuler, pour un même projet de création, le dispositif « Fonds de création » et le dispositif « Résidence de création » et les opérateurs financés dans le cadre de leur programme d'activité ne seront pas éligibles au fonds de création.

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité consultatif chargé de donner un avis artistique et consultatif sur les projets.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Volet destiné à permettre aux artistes et équipes artistiques professionnelles de se faire accompagner techniquement et artistiquement dans les différentes composantes et étapes de la création de leurs projets, dans des lieux et conditions d'accueil adaptés. La présentation et la confrontation de ladite création au public sont encouragées.

Sont éligibles à ce volet toutes les filières artistiques ou expressions artistiques à l'exception du cinéma et de l'audiovisuel.

Objectifs opérationnels :

- permettre les conditions d'une mise à disposition d'un accueil technique (matériel, son, lumière, plateau, atelier, lieu d'exposition...) et humains professionnels, dans un lieu adapté
- avoir la possibilité de concrétiser et tester le projet dans des conditions optimales
- encourager des formes de restitutions et des phases de rencontres avec le public (présentation et/ou actions de médiation)

Bénéficiaires :

Opérateurs de droit public (EPCI, commune, syndicat mixte...) ou privé (associations, artistes, collectifs d'artistes, sociétés privées...), résidant en région ou y développant tout ou partie de leur activité.

L'aide peut être accordée à une structure d'accueil ou à l'équipe en résidence.

Spécificité : Pour les musiques actuelles, le projet peut être porté par une équipe artistique ou un développeur d'artistes domicilié(e) (siège social) hors Hauts-de-France.

Projets éligibles :

Accueil d'une équipe artistique, professionnelle ou en voie de professionnalisation, ou d'un artiste dans un lieu qui met à disposition ses moyens humains, matériels et techniques afin de réaliser une création dans un cadre professionnel optimal.

Dans le cas de l'accueil d'une équipe artistique ou d'un artiste extra régional(e), un principe de réciprocité est encouragé.

Modalités / conditions de l'aide:

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme en ligne par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

Ne sont pas éligibles les demandes de résidences de création déjà soutenues dans le cadre des programmes d'activités des opérateurs.

Le porteur de projet ne peut cumuler, pour un même projet de création, le dispositif « Fonds de création » et le dispositif « Résidence de création ».

La subvention ne peut excéder 40 % du coût total de l'opération

L'aide prend la forme d'une subvention forfaitaire pouvant aller jusqu'à 15 000 €.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité consultatif chargé de donner un avis artistique et consultatif sur les projets.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Recherches et expérimentations artistiques (EXPE2.0)

Clôture : 15 avril 2021

Ce volet vise à :

- accompagner des démarches de créateurs menant un travail de recherche et d'expérimentation ;
- accompagner des processus permettant, à la fois, le renouvellement et le croisement des esthétiques et des modèles ;
- accompagner et encourager la prise de risque.

Objectifs opérationnels :

Soutenir les projets de recherche et d'expérimentation artistiques et culturels :

- s'appuyant sur la rencontre de plusieurs disciplines artistiques, d'artistes et/ou d'acteurs de secteurs et d'horizons différents ;

Et/ou

- donnant une place centrale au rapport innovant de l'œuvre/l'artiste au public et, plus largement, au citoyen et au territoire.

Bénéficiaires :

Tout porteur de projet de droit public ou de droit privé (ex : association, artiste indépendant, équipe artistique, laboratoires de recherche, entreprises...) résidant en région Hauts-de-France,

Sont exclues de ce dispositif les structures bénéficiant, pour le même projet, d'un soutien dans le cadre d'un autre programme ou au titre de l'ensemble de leurs activités globalement.

Projets éligibles :

Projets d'expérimentation ou de recherche disciplinaire (hors intervention des dispositifs de soutien de l'association PICTANOVO) ou trans-sectoriels, s'inscrivant dans une démarche professionnelle et associant plusieurs partenaires.

Une attention particulière est donnée aux projets mobilisant les nouvelles technologies, notamment numériques, valorisant les nouveaux usages et/ou proposant de nouveaux modes de relation avec les publics

Les porteurs de projets doivent présenter par écrit un processus comprenant : le planning prévisionnel de travail, la méthodologie de travail, les perspectives de recherche, la démarche artistique, une présentation détaillée des porteurs de projets ainsi que tout élément utile à la compréhension du projet et du process. Un rendez-vous est conseillé au préalable avec les services de la Région.

Dépenses éligibles :

Toute dépense liée au processus telle que rémunération des artistes, location de salles et de matériel, déplacements et autres défraiements, achat de matériel, prestations techniques, valorisations...

Si la production finale n'est pas conçue comme un impératif, le porteur de projet, à l'issue de la démarche, devra remettre sur le support de son choix un rendu-compte de la démarche mise en œuvre.

Modalités / conditions de l'aide :

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier spécifique du dispositif EXPE.

L'aide prend la forme d'une subvention forfaitaire plafonnée à 15 000 €. La participation régionale est au maximum de 50 % du coût total du projet.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité d'experts chargé de donner un avis artistique et consultatif sur les projets.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Emergence

(PRAC 2.0)

Ce volet vise à repérer et accompagner l'émergence de la jeune création en région Hauts-de-France, par le biais d'un soutien aux projets de création et/ou de professionnalisation des artistes en devenir.

Objectifs opérationnels :

- encourager le renouvellement de la création artistique en région Hauts-de-France ;
- repérer les artistes et/ou créateurs émergents (individuels ou collectifs) et accompagner leur professionnalisation ainsi que la structuration de leur activité ;
- favoriser l'inscription de ces artistes dans les circuits professionnels :
 - régionaux,
 - nationaux,
 - et internationaux.

Bénéficiaires :

- les artistes et/ou créateurs et équipes artistiques en voie de professionnalisation, résidant en région Hauts-de-France ;
- les structures portant un projet spécifique et/ou innovant de repérage, d'accompagnement et de développement des artistes.

Sont considérés comme « émergents » et éligibles les artistes / créateurs / équipes artistiques n'ayant pu bénéficier de manière régulière d'un cadre de production professionnel (ex : production / co-production dans un lieu de diffusion professionnel, suivi par un label, publication à compte d'éditeur d'au moins 2 premiers ouvrages...).

Sont inéligibles les structures bénéficiant déjà d'un soutien pour leurs actions d'accompagnement à l'émergence et les structures déjà soutenues pour une mission de repérage ou d'accompagnement de l'émergence, dans le cadre de leur programme d'activités ou d'un autre dispositif.

Projets éligibles :

- Projet de création artistique et/ou de développement de carrière (hors cinéma et audiovisuel).
- Projet s'inscrivant dans une démarche professionnelle et bénéficiant potentiellement de l'accompagnement de la part de structures professionnelles confirmées.
- Projet témoignant d'un objectif de production artistique dans des conditions professionnelles.

Modalités / conditions de l'aide :

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

L'aide prend la forme d'une subvention forfaitaire plafonnée à 20 000 et à 50 % du coût total du projet.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité d'experts chargé de donner un avis artistique et consultatif sur les projets.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Ce volet vise à dynamiser la création éditoriale en Hauts-de-France et à soutenir les maisons d'édition indépendantes dans leurs projets de développement.

Objectifs opérationnels :

- Soutenir le développement des maisons d'édition des Hauts-de-France, dans le respect de la diversité des modèles économiques en présence ;
- Encourager la diversité éditoriale, la prise de risque et le développement de projets innovants et moteurs ;
- Favoriser la promotion et la diffusion de la production éditoriale régionale en et hors région.

Bénéficiaires :

Maisons d'édition professionnelles de livres papier ou numériques implantées en Hauts-de-France (siège social), répondant aux critères suivants :

- Petite ou moyenne entreprise dont le capital est détenu de manière continue à hauteur de 50% par des personnes physiques, ou par une société respectant cette même condition, non liée par un contrat de franchise avec un tiers ;
- Au moins un an d'existence à la date du dépôt de la demande ;
- Dont l'activité principale est l'édition (sur la base du code NAF ou de l'objet social présent dans les statuts) ;
- Référencé a minima sur une plateforme de diffusion, ISBN et pratiquant le dépôt légal à la BNF ;
- Au moins 4 titres au catalogue à compte d'éditeur à la date du dépôt de la demande ;
- Rythme de publication : au moins deux titres par an en moyenne sur trois ans ;
- Respect de la déontologie de la profession dans ses relations avec les auteurs et les autres acteurs de la chaîne du livre ; travail à compte d'éditeur en justifiant du reversement de droit d'auteur.
- Non bénéficiaire au préalable d'aides de minimis au-delà du plafond légal autorisé et à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Sont inéligibles à ce dispositif :

- l'autoédition et l'édition à compte d'auteurs,
- les projets de publication de livres scolaires, annuaires, guides pratiques, catalogues d'exposition, actes de colloques, codes juridiques, cartes géographiques, dictionnaires et encyclopédies, partitions...
- les éditeurs de presse
- les éditeurs relevant de l'édition publique ou assimilée.

Projets éligibles :

1/ Aide au fonctionnement : le soutien au programme de développement de la maison d'édition

L'éditeur devra montrer l'originalité et la cohérence de son programme de développement, la prise de risque, la professionnalisation engendrée, le besoin d'un soutien global.

Le programme devra comprendre :

- un développement du programme éditorial de la maison d'édition. Le programme éditorial devra comporter a minima trois titres inédits et / ou la création d'une nouvelle collection et /ou un projet innovant et / ou la réimpression de titres (en cas d'événement exceptionnel, soumis à l'appréciation du comité au regard du contexte.)

ET

- un développement lié à la promotion et à la diffusion de la maison d'édition et de son catalogue (ex : déplacements sur les salons de rayonnement régional/national/international ; recours à/changement de diffuseur, mise en œuvre d'une stratégie d'autodiffusion et/ou d'autodistribution, mise en œuvre d'outils de communication ; etc)

Dépenses éligibles : rémunération des auteurs/illustrateurs/traducteurs/correcteurs, achats de droits, frais de conception/maquettage/fabrication/impression, frais de recherche et prospective, frais de déplacement, frais liés à la diffusion/distribution/surdiffusion (annonces légales, frais stockage ou de transfert de stock), frais d'attaché de presse.

Cette aide est accordée sur deux années, aucune aide en fonctionnement ne pourra être sollicitée avant la fin des deux ans. De plus, toute demande d'aide en fonctionnement devra être soldée avant de pouvoir effectuer une nouvelle demande.

2/ Aide au fonctionnement : le soutien au titre

Le soutien concerne la publication d'un titre ne pouvant s'intégrer dans un programme éditorial du fait :

- du modèle économique et/ou de la ligne éditoriale de la maison d'édition, justifiant un rythme de publication de moins de trois titres inédits par an ;

- du caractère exceptionnel de l'ouvrage dont le coût, les caractéristiques technologiques ou littéraires et/ou les partenariats en présence, requièrent, pour la maison d'édition, un investissement relativement important.

Dépenses éligibles (liste non exhaustive) : rémunération des auteurs, illustrateurs, traducteurs, correcteurs, achats de droits, frais de conception, maquettage, fabrication, impression, frais de recherche et prospective, frais de déplacements, recours à des prestataires externes

Les structures pourront solliciter au maximum deux aides au titre par an.

Les structures soutenues au programme de développement ne pourront solliciter une aide au titre.

3/ Aide à l'investissement : le soutien à la modernisation de l'entreprise

Ce soutien vise à soutenir la maison d'édition dans l'optimisation de ses coûts, techniques et rythmes de production et/ou de gestion, et à améliorer sa rentabilité et sa compétitivité.

Il concerne l'acquisition ou le renouvellement de matériel, notamment informatique.

Ce soutien est cumulable avec le soutien au programme de développement ou avec l'aide au titre.

Sont exclues des dépenses éligibles : l'achat de matériel d'occasion, l'achat de véhicules, les acquisitions immobilières ainsi que les travaux et dépenses d'agencement.

Critères d'appréciation :

Les projets seront notamment étudiés sur la base des critères suivants :

- la cohérence du projet de la structure et sa dynamique d'évolution,
- la qualité et la cohérence éditoriale du catalogue,
- la viabilité opérationnelle et financière du projet,
- l'attention donnée par l'éditeur à la promotion de la création, notamment régionale, à la prise de risque et au soutien de l'émergence
- l'attention donnée à une relation privilégiée avec les autres acteurs de la chaîne du livre et à une inscription au sein de la filière du livre à l'échelle régionale.

Modalités / conditions de l'aide :

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC pour le fonctionnement ou PACI pour l'investissement.

Subvention plafonnée à 50 % du coût total du projet (hors valorisations).

Aide au fonctionnement :

Pour le programme de développement, soutien forfaitaire et plafonné à 13 000 euros.

Pour l'aide au titre, soutien forfaitaire et plafonné à 3 000 euros.

Aide à l'investissement :

Pour le soutien à la modernisation de l'entreprise, soutien forfaitaire et plafonné à 5 000 euros.

Le soutien ne pourra pas être cumulé, pour le même projet, avec un autre financement régional, notamment dans le cadre du programme « Création Libre ».

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité ad hoc composé des professionnels de l'économie du Livre de l'Agence Régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) de l'association des Editeurs.

La décision définitive de l'affectation du montant des subventions est prise par la Commission Permanente ou l'Assemblée Plénière du Conseil régional.

Libraires indépendants

(PRAC 2.0)

Dépôt conseillé avant le 31 janvier 2021
(et avant le 31 décembre 2020 pour les programmes annuels d'animation commençant dès janvier)

Ce volet vise à maintenir un maillage de librairies indépendantes de qualité sur l'ensemble du territoire.

Objectifs opérationnels :

- Maintenir un réseau de librairies indépendantes favorisant la bibliodiversité ;
- Soutenir le développement et la modernisation des librairies favorisant la non uniformisation des centres villes ;
- Encourager une offre de qualité, favorisant le développement culturel d'un territoire.

Bénéficiaires :

Toute entreprise dont le siège social est domicilié en région Hauts-de-France répondant aux critères ci-dessous :

- répondant à la définition européenne de la micro, petite ou moyenne entreprise (annexe 1 du règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) ;
- dont le capital est détenu de manière continue à hauteur de 50% par des personnes physiques, ou par une société respectant cette même condition, rentrant dans le cadre de la définition d'une PME ;
- non liée par un contrat de franchise avec un tiers ;
- dont l'activité principale est la vente de livres neufs au détail dans au maximum trois magasins ;
- dont le chiffre d'affaires lié à la vente de livres neufs représente au moins 30 % du chiffre d'affaires total et le stock de livres neufs compte au moins 1 500 références ;
- à jour de ses obligations fiscales et sociales et non bénéficiaire au préalable d'aides de minimis au-delà du plafond légal autorisé.

Projets éligibles :

1/ Aide au fonctionnement : programme de développement annuel des animations culturelles de la librairie.

Le projet culturel de la librairie devra démontrer une participation à la vie culturelle de la région comme la présence sur les salons du livre, la participation à des actions d'associations culturelles et des bibliothèques, la participation à des comités techniques, à des jurys littéraires... Le projet annuel d'animations de la librairie devra également proposer des actions dans le lieu même de la librairie et hors les murs telles que des rencontres, des lectures, des débats avec les auteurs, de mise en valeur et d'animations d'expositions autour des livres et de la lecture.

Critères d'appréciation :

Une attention particulière sera portée au déploiement de nouvelles actions et à la montée en qualification des propositions notamment :

- Irrigation et renforcement de l'offre sur le territoire (actions hors librairie)
- Proposition autre que de la dédicace pure, qualité des propositions

Dépenses éligibles :

Frais de déplacements des auteurs, d'hébergement et de restauration, frais de déplacements du libraire pour les différentes animations, frais de communication et frais de réalisation des animations (lectures, exposition, conférences...).

2/ Aide à l'investissement : le soutien à l'attractivité du point de vente

Ce soutien vise à soutenir la librairie indépendante dans l'optimisation de sa gestion, et à améliorer l'attractivité de son point de vente et concerne :

- l'acquisition ou le renouvellement de matériel, mobilier ou informatique, travaux d'agencement.
- le développement du stock (constitution, élargissement, rachat...);

Cumulable avec le soutien au programme annuel d'animation de la librairie.

Sont exclues des dépenses éligibles : l'achat de véhicules, les acquisitions immobilières.

Modalités / conditions de l'aide :

Les demandes doivent être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC ou PACI pour l'investissement. Il est conseillé pour un calendrier de traitement des demandes optimal de déposer les demandes pour le 31 janvier 2021 au plus tard, et en tout état de cause, avant le début de réalisation des actions.

Subvention plafonnée à 50 % du coût total du projet (hors valorisations).

Aide au fonctionnement : soutien forfaitaire et plafonné à 5 000 euros.

Aide à l'investissement :

- pour l'acquisition ou au renouvellement de matériel, soutien forfaitaire et plafonné à 20 000 euros.
- pour le soutien au développement du stock, soutien forfaitaire et plafonné à 9 000 euros.

En cas de demande de soutien au fonctionnement et à l'investissement, les deux demandes doivent être faites séparément via les formulaires PRAC et PACI.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France. Toute nouvelle demande ne pourra être déposée pour le même objet avant que le précédent projet ne soit soldé.

Animation du dispositif :

Les dossiers seront examinés par un comité consultatif ad hoc composé des professionnels de l'économie du livre de l'Agence Régionale du Livre et de la Lecture (AR2L) et de l'association des libraires (Libr'aire).

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

AXE 2 : EDUCATION ET METIERS

DISPOSITIF GENERATION CULTURE

Appel à projet : Parcours d'éducation, de pratique et de sensibilisation à la culture (PDLM21) – (PHLM21) - (VDLM21)

Clôture PDLM : 23 novembre 2020

Clôture PHLM : 25 janvier 2021

Clôture VDLM : 10 mars 2021

Année scolaire 2021-2022

La Région Hauts-de-France souhaite contribuer aux parcours artistiques et culturels des jeunes favorisant les rencontres avec les équipes artistiques et faciliter les démarches tendant à la découverte d'une œuvre, d'un lieu de patrimoine ou d'un lieu de diffusion de la culture en Région.

L'appel à projets PEPS s'adresse pour cela à deux types d'acteurs contribuant à l'éducation artistique et culturelle.

- D'une part, **auprès des équipes artistiques et culturelles**. Les projets attendus se dérouleront in-situ, auprès des publics lycéens et apprentis, directement dans les établissements d'enseignement.

- D'autre part, **auprès des établissements scolaires**. Afin d'enrichir les parcours des lycéens et apprentis en leur permettant d'accéder aux lieux culturels régionaux (équipements de diffusion culturelle, lieux patrimoniaux...), il est proposé aux équipes pédagogiques de concevoir des parcours permettant aux élèves d'enrichir leurs connaissances en leur donnant accès à la découverte des lieux où se construisent les expériences artistiques, se dessinent les connaissances patrimoniales ainsi que les sites où les sciences et la culture sont mises en dialogue.

Objectifs généraux :

1-Inciter les établissements locaux d'enseignement à dépasser leur vocation initiale liée à l'acquisition des compétences du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, en leur offrant l'opportunité de devenir également des lieux de pratiques et d'immersion culturelles, inscrits en territoires (bassins d'éducation-formation).

2- Permettre aux jeunes d'explorer les grands domaines des arts et de la culture, conformément à la mise en place du Parcours d'éducation artistique et culturelle, qui vise à favoriser un égal accès de tous les jeunes à l'art et à la culture, en conjuguant les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle, fréquenter, pratiquer et s'approprier :

- accéder à la culture en région Hauts-de-France,
- aller à la rencontre de l'œuvre par la fréquentation de lieux culturels,

- bénéficier de pratiques artistiques et culturelles encadrées par des professionnels de l'art et de la culture, et conçues en étroite collaboration avec les équipes pédagogiques,
- permettre aux établissements scolaires de participer au développement des pratiques culturelles des jeunes et de se situer comme médiateurs entre les élèves et les structures artistiques et culturelles,
- permettre aux lieux culturels de disposer d'un outil supplémentaire pour la mise en œuvre de leur politique d'élargissement du public jeune et le développement de partenariats avec les établissements scolaires,
- permettre aux jeunes d'élargir leurs connaissances des divers domaines culturels et de se définir comme acteurs responsables de leurs choix culturels.

Modalités :

Le dispositif global se conçoit sur la base de deux démarches, imaginées comme des parcours accompagnant la découverte des champs artistiques et culturels. Le public cible peut bénéficier des deux démarches, de manière croisée.

L'appel à projets a pour objet de définir les modalités mises en place pour faciliter la remontée de projets concourant à la poursuite des objectifs précédemment cités.

I. « PEPS Dans les murs » (PDLM)

Appel à projets en direction des acteurs artistiques et culturels de manière à concevoir une offre diversifiée de parcours permettant l'immersion, la sensibilisation et la pratique dans l'enceinte des établissements scolaires volontaires.

Bénéficiaires

Associations agréées du Ministère de l'Education Nationale ou du Rectorat, fondations, collectivités territoriales, EPCI, groupements d'intérêts publics, les établissements publics de coopération culturels (EPCC), ainsi que les scènes nationales sous statut de société.

Les artistes indépendants sont invités à se rapprocher des structures associatives ayant l'assise administrative permettant de porter un projet partagé.

Les bénéficiaires ultimes des projets qui seront mis en œuvre sont les lycéens et apprentis inscrits dans les établissements suivants : lycées généraux, lycées techniques, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT), lycées professionnels (LP), lycées technologiques, Maisons Familiales Rurales (MFR) et, Centres de Formation des Apprentis (CFA) de la région Hauts-de-France ; et par extension les jeunes préparant un diplôme de Brevet de Technicien Supérieur.

Projets éligibles

Les projets doivent_:

- être gratuits pour les établissements et le public cible (lycéens, apprentis),
- se dérouler exclusivement dans les établissements,
- être conçus comme des parcours avec plusieurs étapes permettant la découverte d'une pratique artistique, d'un artiste, d'un auteur ou d'une technique.

Modalités de l'intervention régionale

- Financement régional de 90% maximum des dépenses éligibles (le coût global de l'action proposée ne peut excéder 4 500 € TTC y compris les contributions volontaires en nature (mise à disposition de moyens matériels et humains), hors projets exceptionnels et exemplaires).

L'ensemble des dépenses nécessaires et exclusivement relatives aux projets menés sont éligibles, à l'exception de celles-ci :

- charges de personnels permanents non concernés par l'action ou prises en charge par d'autres financements régionaux,
- dépenses d'investissement et d'équipement pérenne,
- dotations aux amortissements,
- mise à disposition de matériel ou de personnel (y compris bénévole).

Périmètres géographiques concernés

Le bassin d'éducation dans lequel est situé le siège social du porteur de la proposition tient lieu de "bassin principal" pour celui-ci. La proposition d'un porteur est exclusivement proposée aux établissements du "bassin principal" ainsi qu'aux bassins frontaliers à celui-ci. Les autres bassins d'éducation de la Région ne pourront être concernés par ce projet.

Chronologie du dispositif

- 1- Appel à projets lancé par la Région en direction des acteurs artistiques et culturels
- 2- Dépôt des projets proposés par les acteurs artistiques et culturels
- 3- Vérification de l'éligibilité des projets par les services de la Région et diffusion des projets auprès des lycées et CFA
- 4- Dépôt en ligne des vœux d'accueil des projets par les lycées et CFA
- 5- Décision de la Région d'attribution des projets aux lycées et CFA et donc de subventions aux acteurs artistiques et culturels qui mèneront ces projets

Calendrier

Les dossiers complets sont à déposer à la Région sur la plateforme d'aides en ligne (<https://aidesenligne.hautsdefrance.fr>), du 19/10/2020 au 23/11/2020 inclus :

II. « PEPS Hors les murs » (PHLM)

Appel à projets en direction des établissements d'enseignement, de manière à accompagner des projets conjuguant un programme de sorties artistiques et culturelles et médiation associée. Le volet médiation du parcours sera élaboré conjointement entre équipes pédagogiques des établissements scolaires et services de médiation des lieux culturels.

1. Bénéficiaires

Les bénéficiaires ultimes des projets qui seront mis en œuvre sont les lycéens et apprentis inscrits dans les établissements suivants : lycées généraux, lycées techniques, les lycées d'enseignement général et technologique (LEGT), lycées professionnels (LP), lycées technologiques, Etablissements Régionaux d'Education Adaptée (EREA), Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD), Maisons Familiales Rurales (MFR) et, Centres de Formation des Apprentis (CFA) de la région Hauts-de-France ; et par extension les jeunes préparant un diplôme de Brevet de Technicien Supérieur.

Projets éligibles

Il s'agit de proposer un programme prévisionnel de sorties collectives aux jeunes **dans au moins deux domaines culturels différents** parmi les suivants :

- Arts de la Rue et du Cirque : spectacles,
- Arts Plastiques : expositions d'art, de design et multimédia,
- Cinéma : projections de films (hors opération "Lycéens et apprentis au cinéma"),
- Danse : spectacle chorégraphique (ballets classiques et contemporains),
- Livre/Lecture : salons du livre, de la BD,
- Musées : expositions permanentes et temporaires,
- Musiques actuelles : concerts (chanson, rock, rap, reggae...) - Musique classique : concerts, opéras...,
- Patrimoine, architecture et sites paysagers : visite de monuments historiques et jardins...
- Théâtre : spectacles (pièces du répertoire classique et contemporain),
- Culture Scientifique, Technique et Industrielle : visite de sites artisanaux et industriels (hors salons professionnels).

Les représentations théâtrales et autres manifestations culturelles ayant lieu au sein des établissements scolaires ne sont pas éligibles.

Chaque jeune concerné sera incité par l'établissement à participer à trois sorties minimum, de manière à s'inscrire dans un parcours forgeant un regard critique.

Les missions à réaliser par l'établissement

- Réserver et acheter les places auprès des structures culturelles régionales,
- Organiser le transport des jeunes,
- Assurer le suivi de la consommation de l'enveloppe dédiée à la programmation culturelle
- Assurer le suivi de la consommation de l'enveloppe dédiée au transport

Modalités de l'intervention régionale

A) Aide à l'achat de billetterie

Prise en charge forfaitaire à concurrence de 15€ par jeune participant,
L'établissement s'engage à minima à permettre la sortie de 30% de ses jeunes inscrits

B) Aide au transport des jeunes :

Subvention forfaitaire.

De manière à mieux considérer la réalité géographique régionale et pour lutter l'enclavement territorial des établissements, il est proposé d'apprécier trois types de zones et de moduler l'aide forfaitaire au transport en fonction de celles-ci.

Zone 1 : Pour les établissements situés dans un EPCI - Etablissement Public de Coopération Intercommunale - ayant au moins une ville centre de plus de 50 000 habitants (agglomération, métropole), il pourra être sollicité une subvention forfaitaire de 500 € maximum.

Zone 2 : Pour les établissements situés dans un bassin d'Education - Formation ayant une ville centre de plus de 50 000 habitants (hors zone 1), il pourra être sollicité une subvention forfaitaire de 1000,00 € maximum.

Zone 3 : Pour les établissements situés dans un bassin d'Education – Formation n'ayant pas de ville-centre de plus de 50 000 habitants, il pourra être sollicité une subvention forfaitaire de 1500 € maximum.

Se reporter à la carte des zones géographiques de référence du dispositif.

Instruction, décision et suivi

L'établissement s'engage à organiser et mettre en œuvre les actions suivantes :

- Promouvoir le dispositif auprès des jeunes et de l'équipe éducative de l'établissement,
- Désigner au sein de son établissement un (ou des) correspondant(s) de l'opération, véritable(s) coordinateur(s) du projet,
- Constituer une saison de sorties culturelles en cohérence avec le projet d'établissement (via une commission pouvant être composée de jeunes).

Les dossiers complets sont à déposer à la Région sur la plateforme d'aides en ligne, du **19/10/2020 au 25/01/2021 inclus** : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/login-tiers.sub>

Les lycées déposeront leurs projets de programmation de sorties culturelles en utilisant l'interface eLycée : <https://elycee.hautsdefrance.fr/connexion/login>

Les Centres de Formation des Apprentis le feront directement sur la plateforme régionale de demande d'aide en ligne.

INFORMATIONS PRATIQUES

Contacts : peps@hautsdefrance.fr

Suivi et instruction des dossiers sur la plateforme d'aides en ligne :

Gestionnaires administratifs et financiers :

Sonia Berrahi – 03 74 27 28 60 - Laurent Bouchart – 03 74 277 28 19

Chargés de mission :

Ludivine Leduc – 03 74 27 28 26 - François Leulier – 03 74 27 28 17

Contacts CFA :

Direction de l'apprentissage et de l'alternance - Service de rapprochement et d'appui aux apprentis et entreprises- Valérie Travet - Valerie.travet@hautsdefrance.fr

Contacts lycées :

Service Actions Educatives et Accompagnement : ddpe.actioneducative@hautsdefrance.fr

Le règlement d'intervention est téléchargeable sur le portail Région
<http://www.hautsdefrance.fr>

AXE 3 : VITALITE DES TERRITOIRE ET RELATIONS AUX HABITANTS

DISPOSITIF TERRITOIRE

Résidences longues de territoire

(PRAC 2.0)

La résidence longue de territoire répond au souhait partagé d'un territoire et d'un ou plusieurs artistes de favoriser une présence artistique de longue durée, via l'ouverture de lieux culturels professionnels ou non dédiés (lieux patrimoniaux, espaces verts, friches industrielles...). Elle permet en premier lieu d'encourager la rencontre entre l'artiste, l'œuvre et tous types de publics, en particulier les publics considérés comme prioritaires, tels que les jeunes et les publics empêchés, par des actions de médiation. La résidence peut également permettre de valoriser la création artistique dans toutes ses disciplines et sous toutes ses formes et d'en favoriser la diffusion.

Dans l'objectif d'un aménagement culturel équilibré du territoire régional, une attention particulière sera portée aux projets se déroulant en milieu rural et en territoires peu dotés en présence artistique et/ou offre culturelle de proximité.

Objectifs opérationnels :

- Renforcer, rééquilibrer et valoriser la présence artistique sur l'ensemble du territoire des Hauts-de-France, en direction de tous les publics ;
- Contribuer à offrir au public une diversité de propositions artistiques représentant de façon équilibrée les diverses expressions de la création artistique ;
- Accompagner, de manière adaptée et concertée, la professionnalisation des artistes et équipes artistiques, le développement de leurs activités;
- Faire de la transmission de l'art et de la culture un intérêt partagé par l'ensemble des acteurs ;
- Encourager la mise en place de résidences sur le moyen/long terme, au plus près des habitants, dans une logique d'infusion artistique et d'irrigation culturelle des territoires.

Bénéficiaires :

Opérateurs de droit public (EPCI, commune, syndicat mixte...) ou privé (associations, artistes, collectifs d'artistes, sociétés privées...)

Le porteur de projet doit résider en région ou y développer tout ou partie de son activité.

Le dispositif s'adresse aussi bien aux structures accueillantes qu'aux équipes artistiques et artistes accueillis.

Projets éligibles :

Projet de présence artistique construit en concertation avec les territoires et/ou la structure d'accueil, comportant des temps de travail dédiés à la médiation, à la sensibilisation, à la création et à la diffusion.

Le projet impliquera une relation forte, innovante avec les habitants du territoire permettant à l'artiste d'y associer les différents publics et de confronter son geste artistique à leur regard.

Une intervention sur les territoires déficitaires en matière d'offre culturelle sera fortement encouragée.

Conditions de l'aide :

- Pour permettre un ancrage territorial du projet à son démarrage, le projet de résidence sera défini avec un premier cercle de partenaires associés suffisamment en amont du projet (3 à 6 mois avant le démarrage), sur chacun des aspects de création, de diffusion, de médiation ainsi que sur le montage financier retenu. Cette démarche permettra d'apprécier la viabilité et l'intérêt du projet pour le territoire. De nouveaux partenariats et coopérations sur le territoire pourront se structurer et se développer sur la durée du projet.
- La résidence de territoire devra se dérouler en région Hauts-de-France.
- La durée de la résidence pourra être appréciée en fonction des filières artistiques, dans la limite de 3 années consécutives renouvelables une fois. Elle sera d'au moins une année concernant le spectacle vivant (dont musiques). Une temporalité spécifique pourra être étudiée pour des projets autour des arts visuels, du livre et de la lecture, cinéma... Le calendrier des actions devra être connu à l'avance, afin de proposer des rendez-vous réguliers avec les habitants.
- La volonté politique du territoire apparaissant comme un élément fondamental de viabilité et de pérennité de la résidence, le projet devra bénéficier d'un soutien financier de la part du territoire concerné. L'engagement du territoire pourra également être apprécié au regard des conditions mises en place pour faciliter la réalisation du projet (coordination, accessibilité/mobilité des habitants, communication...).
- La structure ou collectivité d'accueil du projet de résidence veillera à la mise en place des différentes actions dans les conditions adéquates (techniques, humaines...).
- La structure ou collectivité d'accueil du projet de résidence veillera à s'inscrire dans une implication progressive de son intervention.

Modalités de l'aide :

Les demandes devront être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

L'artiste ou l'équipe artistique et la collectivité et structure d'accueil devront proposer un partenariat contractualisé, auxquels les partenaires publics seront associés. Cette convention précisera les objectifs, le programme d'actions envisagé et le plan de financement.

La subvention sera plafonnée à 50 000 € par an et à hauteur maximum de 40% du coût total de l'opération. Une convention financière annuelle entre la Région et le bénéficiaire précisera l'objet de la subvention, le programme d'actions et le budget prévisionnel s'y référant. Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

L'aide ne pourra pas être cumulée, pour le même projet, avec un autre financement régional, notamment dans le cadre du soutien au programme d'activités ou du programme « Création libre ».

Animation du dispositif :

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Pour bénéficier d'un échange en amont du démarrage du projet, contacter le service thématique transversal de la Direction de la création artistique et des pratiques culturelles.

Micro-folies

(PACI2.0)

Dans un objectif général d'aménagement culturel équilibré des territoires, la Région souhaite accompagner, de façon expérimentale, le déploiement de plateformes culturelles de proximité, appelées Micro-Folies sur trois territoires prioritaires : la Sambre-Avesnois-Thiérache, le Calaisis et le Bassin Minier.

Objectifs opérationnels :

Inspirée des Folies de Bernard Tschumi, l'architecte du Parc de la Villette, la Micro-Folie est une plateforme culturelle au service de l'animation des territoires, dont le déploiement concourt à la réduction des inégalités géographiques, à travers plusieurs fonctionnalités complémentaires :

- Diffuser des contenus issus des établissements nationaux culturels partenaires ;
- Favoriser la création, en permettant aux artistes locaux de se produire et en mettant à disposition de la population un atelier ou FabLab ;
- Encourager les échanges, les rencontres et la convivialité, au sein d'un lieu ouvert sur la cité.

Bénéficiaires :

Une maîtrise d'ouvrage privée ou publique (collectivité locale, association, syndicat mixte, EPCC ou d'autres types de porteurs privés) dans un cadre concerté avec la commune ou l'intercommunalité, en relation avec les projets du territoire et une stratégie de développement culturel (co-construction, mutualisations et articulation avec dispositifs et réseaux existants).

Projets éligibles :

Le projet de Micro-Folie s'articule autour d'un musée numérique en collaboration avec 12 établissements culturels nationaux fondateurs. Plusieurs modules complémentaires peuvent compléter le musée numérique : un fablab équipé d'imprimantes 3D, un espace de réalité virtuelle, une scène équipée pour les pratiques artistiques, une bibliothèque/ludothèque ou encore un espace de convivialité.

Les Micro-Folies peuvent être installées de manière pérenne au sein d'un équipement existant ou dans un lieu temporaire, sous forme de préfiguration ou en itinérance.

Les projets doivent remplir les conditions suivantes :

- l'implantation du projet sur l'un des trois territoires prioritaires pour l'Etat et la Région : Sambre-Avesnois-Thiérache, Calaisis, Bassin Minier ;
- la mise en place d'une médiation, par le recrutement ou la mise à disposition de médiateurs culturels ;
- la capacité à mobiliser les habitants autour du projet.

Modalités de l'aide :

Soutien à l'investissement à parité avec l'Etat.

Subvention plafonnée à 15 000 € par projet, prioritairement sur les dépenses liées au musée numérique.

Un soutien à la mise en place de fonctions complémentaires, spécifiques à la dynamique culturelle locale, pourra être étudié.

Animation du dispositif :

Les demandes devront être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier spécifique à PACI.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Appel à projets : Festival « JARDINS EN SCENE » (AJES 21)

Clôture 8 janvier 2021

La Région souhaite accompagner les initiatives permettant d'installer une programmation artistique pluridisciplinaire dans des écrans paysagers et/ou patrimoniaux du territoire régional, au plus près des habitants.

Cet évènement s'organise également en résonance avec les actions menées par l'association Art & Jardins Hauts-de-France, dont les créations paysagères et contemporaines, réalisées depuis 2018 sous le label Art & jardins, sont autant d'espaces possibles pour accueillir une programmation artistique appropriée. Ces créations paysagères concernent : les jardins de la paix, les jardins de la Vallée de la Somme, les jardins participatifs sur le bassin minier.

Date de l'opération: du 3 au 26 septembre 2021 sur le territoire des Hauts-de-France.

Bénéficiaires :

Cet appel à projets s'adresse aux acteurs culturels dits « lieux intermédiaires » (ou de programmation en territoire) de la région Hauts-de-France, démontrant un savoir-faire de programmation décentralisée, de plein air, à destination du tout public.

Il s'agit des opérateurs culturels de proximité non visés par les décrets d'application de la loi Création artistique, architecture et patrimoine, du 7 juillet 2016 précisant les différents labels.

Ces structures peuvent être des : Associations, collectivités locales, EPCI, EPCC.

Projets éligibles :

Est éligible tout projet artistique et programmation culturelle se déroulant sur le territoire régional, de quelque nature que cela soit (conte, musique, théâtre, danse, exposition...) permettant la réappropriation des espaces paysagers par les habitants, ainsi que la valorisation des jardins remarquables et des écrans paysagers du territoire

A titre d'exemples, les projets peuvent prendre la forme suivante :

Des itinérances artistiques et culturelles, projets collectifs, projets réalisés en réseau ;

Des résidences in situ avec un temps public ;

Des performances artistiques ;

Les écrans paysagers et jardins seront préalablement repérés par les porteurs de projets (jardins publics, jardins privés, site patrimonial remarquable, espace paysager et patrimonial public).

Critères de sélection des projets :

Les propositions seront appréciées au regard des caractéristiques suivantes dans la limite des crédits disponibles :

- Pertinence du projet au regard des objectifs poursuivis et en particulier la mise en lumière du patrimoine paysager et des jardins sur le territoire régional.
- Pertinence de l'espace paysager et/ou patrimonial repéré et cohérence avec la manifestation artistique proposée ;
- Gratuité pour le public ;
- Compétence du porteur de projet et de ses partenaires : professionnalisme des équipes organisatrices et des équipes artistiques programmées, adéquation entre les ressources mobilisées et les objectifs du projet ;
- Travail en réseau avec les acteurs du territoire ;
- Dynamique participative du public ;
- Diversité des publics visés ;
- Respect des règles environnementales ;
- Capacité du projet à mobiliser des ressources financières.

Un équilibre sera recherché sur les cinq départements de la région Hauts-de-France. Une attention particulière sera portée sur le respect de la parité Femme/Homme dans la gouvernance des projets.

Montant de l'aide régionale :

Le montant maximum de la participation de la Région est plafonné à 10 000 € par structure, excepté pour les projets développant une nouvelle dynamique partenariale avec, a minima, 3 acteurs du territoire engagés dans le déploiement de Jardins en scène. La participation de la Région pour ces projets est plafonnée à 15 000 €.

Le bénéficiaire s'engage à diffuser les supports de communication de la Région et à faire figurer la manifestation sur son propre support de communication accompagnée d'une phrase de présentation et du visuel « Jardins en scène Hauts-de-France » dans le respect de la charte graphique du temps fort.

Animation :

Les projets sont soumis à l'avis d'un comité consultatif composé des représentants de l'association Arts et Jardins Hauts-de-France, de la Direction de la création artistique et des pratiques culturelles, de la Mission Ingénierie touristique et attractivité et de la Direction des sports, de la jeunesse et de la vie associative de la Région.

Les dossiers sont ensuite proposés au vote des élus régionaux lors d'une Commission permanente.

Pour bénéficier d'un échange en amont du démarrage du projet, contacter le service thématique transversal de la Direction de la création artistique et des pratiques culturelles (03 74 27 28 31).

Informations pratiques

Dépôt des projets : jusqu'au 8 janvier 2021

Détail des modalités de l'appel à projets sur le site de la plateforme d'aide en ligne ou sur le site de la Région Hauts-de-France.

Restauration et valorisation du patrimoine rural non protégé (DUPA/PARU) – propriétaires publics

Ce volet s'adresse aux propriétaires publics et vise à :

- Sauvegarder et pérenniser le patrimoine rural à des fins de valorisation des territoires et de transmission aux générations futures ;
- Concourir au développement de la vitalité des territoires et de leur attractivité en faisant émerger des édifices et des ensembles bâtis dont la valeur patrimoniale présente un intérêt régional, permettant ainsi de reconnaître leur importance dans le maillage patrimonial du territoire et de sensibiliser les habitants aux enjeux de leur préservation ;
- Sensibiliser les propriétaires au devenir du patrimoine rural, élément du cadre de vie et support des mémoires collectives ;
- faire de la restauration et de la valorisation du patrimoine un levier économique et touristique majeur en Hauts-de-France notamment en participant activement au maintien de l'emploi et au renforcement de la filière des métiers de la restauration (sauvegarde des techniques constructives et des savoir-faire),
- soutenir et développer les échanges scientifiques entre acteurs concernés par la restauration du patrimoine particulièrement en soutenant les actions de recherche et de diffusion de la connaissance, de valorisation et de médiation du patrimoine régional.

Objectifs opérationnels :

Le dispositif concerne exclusivement les projets de restauration d'édifices ou d'immeubles par destination qui sont :

- situés sur le territoire de communes comprenant au maximum 3 000 habitants,
- ni classés ni inscrits au titre des Monuments Historiques,
- visibles depuis l'espace public.

Les édifices susceptibles de bénéficier d'une aide régionale doivent :

- être emblématiques des particularismes patrimoniaux de la Région Hauts-de-France : four, lavoir, fontaine, croix de chemin, calvaire, oratoire, chapelle, église, distillerie, moulin, cabane agricole, pigeonier...,
- présenter un caractère remarquable ou de rareté, un véritable intérêt architectural et être représentatif des territoires concernés (représentativité au titre d'un corpus, ou représentativité spécifique),
- être en voie de disparition.

Bénéficiaires :

Ce dispositif concerne les propriétaires publics (hors Etat) : collectivités ou leurs groupements (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) et les associations ayant délégation du propriétaire public pour un projet de restauration.

Conditions d'éligibilité :

Faisabilité et qualité du projet de restauration :

- Les projets architecturaux devront respecter l'intégrité patrimoniale de l'œuvre et utiliser des matériaux et des techniques de mise en œuvre traditionnels.
- Réalisation obligatoire d'un bilan sanitaire et/ou diagnostic détaillé (subventionnable par la Région en amont du projet de restauration à hauteur de 80 % maximum plafonné à 10 000 € ; si non subventionné par la Région, diagnostic/bilan inclus dans le coût total du projet) pour les édifices d'envergure (églises, mairies...) par un architecte titulaire du Diplôme de Spécialisation en Architecture (DSA) – option Patrimoine ; ou de devis détaillés pour les constructions de taille modeste (calvaire, lavoir...).
- Pour les opérations supérieures à 1 million €, les résultats d'appel d'offres devront être transmis à la Région pour acceptation de la demande.
- Les travaux de restauration ne pourront pas débuter avant l'obtention de l'avis favorable du Comité Technique Régional.

Plan de financement :

Apport minimum de 20 % par le maître d'ouvrage en fonds propres et mention des subventions demandées et le cas échéant la part provenant du mécénat.

Obligations pendant et après les travaux :

- Développer la communication autour du projet, en étroite concertation avec la Région Hauts-de-France,
- Indiquer sur le panneau de chantier la participation régionale sur le projet ainsi que le montant de la subvention,
- Apposer sur l'édifice restauré la plaque « Région Hauts-de-France ». Celle-ci doit être demandée à la Région un mois avant l'achèvement des travaux.

Modalités/conditions de l'aide :

Le taux maximal de participation régionale, applicable à la dépense subventionnable, est limité à 50 % et ne peut excéder 125 000 €. (seuil minimal d'intervention 5 000 € pour les édifices d'envergure et de 1 500 € pour les édifices de petite envergure).

Pour un même édifice, une seconde subvention plafonnée à 125 000 € est possible si le montant total des travaux est supérieur ou égal à 800 000 € HT (toutes tranches confondues).

Animation du dispositif :

Le projet doit faire l'objet d'un échange préalable avec les services régionaux – service Patrimoine (cf. contacts). Dès lors, le propriétaire de l'édifice déposera un pré-dossier en ligne sur GALIS : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/login-tiers.sub> (création d'un compte tiers et dépôt du pré-dossier dans le dispositif ayant pour acronyme « DUPA »). Le pré-dossier sera accompagné des pièces suivantes :

- ✓ budget prévisionnel (en € HT),
- ✓ étude préalable ou diagnostic de l'édifice,
- ✓ devis descriptifs,
- ✓ photographies de l'édifice,
- ✓ dates de début et de fin des travaux.

Le pré-dossier sera instruit par la Région pour passage en Comité Technique Régional composé de spécialistes qui analyseront le projet de restauration afin de garantir la qualité des travaux entrepris.

Après avis favorable du Comité Technique Régional, le futur bénéficiaire déposera un dossier définitif sur GALIS : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/login-tiers.sub> (dépôt du dossier dans le dispositif ayant pour acronyme « PARU »).

Ces dossiers sont ensuite présentés pour avis au Comité de Pilotage Régional du dispositif puis soumis au vote du conseil régional ou de sa commission permanente.

Contact :

Raphaël COIPEL, Chargé de mission Préservation et Valorisation du Patrimoine
03 74 27 28 29 – raphael.coipel@hautsdefrance.fr

Restauration et valorisation du patrimoine protégé (DUPA/PARE)

La Région Hauts-de-France est riche d'un patrimoine culturel historique reconnu. C'est ainsi que l'on compte plus de 2 925 édifices protégés publics et privés, 34 Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR), 13 Villes et Pays d'Art et d'Histoire, ainsi que 4 sites bénéficiant du label Patrimoine mondial de l'Unesco sur le territoire régional.

Ce volet vise l'accompagnement des porteurs de projets de restauration de patrimoine protégé au titre des Monuments Historiques n'appartenant pas à l'Etat afin de :

- Sauvegarder et pérenniser le patrimoine à des fins de valorisation des territoires et de transmission aux générations futures ;
- Concourir au développement de la vitalité des territoires et de leur attractivité en faisant émerger des édifices et des ensembles bâtis dont la valeur patrimoniale présente un intérêt régional, permettant ainsi de reconnaître leur importance dans le maillage patrimonial du territoire et de sensibiliser les habitants aux enjeux de leur préservation ;
- Faire de la restauration et de la valorisation du patrimoine un levier économique et touristique majeur en Hauts-de-France notamment en participant activement au maintien de l'emploi et au renforcement de la filière des métiers de la restauration (sauvegarde des techniques constructives et des savoir-faire) ;
- Soutenir et développer les échanges scientifiques entre acteurs concernés par la restauration du patrimoine, notamment les actions de recherche et de diffusion de la connaissance, de valorisation et de médiation du patrimoine régional.

Objectifs opérationnels :

Sont prioritairement concernés les biens situés (patrimoine bâti et immeuble par destination) dans les zones patrimoniales suivantes :

- Villes et Pays d'Art et d'Histoire ainsi que les villes et territoires en cours d'obtention du label,
- Sites Patrimoniaux Remarquables (concerne les anciennes Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager et les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine),
- Les secteurs sauvegardés,
- Les sites des Hauts-de-France bénéficiant du label du Patrimoine mondial de l'Unesco.
- Les sites paysagés inscrits ou classés selon le code de l'environnement (art. L.341-1 à L. 341-22).

Pour les biens protégés (patrimoine bâti et immeuble par destination) situés hors de zones patrimoniales, une aide de la Région est possible si les projets de restauration répondent aux critères suivants (cumulatifs ou non) :

- caractère exceptionnel ou rareté de l'édifice, intérêt patrimonial telle que la représentativité au titre d'un corpus ou faisant preuve d'une spécifique architecturale ;
- urgence sanitaire (arrêté de péril, risque pour les personnes ou les biens) ;
- inscription du projet de restauration dans une dynamique territoriale culturelle et/ou touristique.

Bénéficiaires :

Les propriétaires publics (communes ou établissements publics de coopération intercommunale – hors État) ou association ayant délégation d'un propriétaire public d'édifices, d'immeubles par destination ou de mobilier inscrits ou classés au titre des Monuments Historiques situés prioritairement dans des communes de moins de 90 000 habitants.

Conditions d'éligibilité :

Faisabilité et qualité du projet de restauration :

- Avant la demande d'autorisation de travaux, tout projet doit avoir fait l'objet d'un dialogue préalable avec la Région – service Patrimoine et les services de l'État – Direction Régionale des Affaires Culturelles – Conservation Régionale des Monuments Historiques et les départements – Conservation des Antiquités et objets d'art (mobilier). La restauration doit faire l'objet d'un diagnostic détaillé et d'un budget prévisionnel, réalisés par un architecte titulaire du Diplôme de Spécialisation en Architecture (DSA) - option Patrimoine ou titulaire d'un diplôme équivalent (architecture) ou d'un restaurateur agréé (mobilier). Le dossier doit être validé par l'État – Direction Régionale des Affaires Culturelles.
- Cohérence avec la programmation de l'État. Une attention particulière sera portée aux édifices éligibles au Fonds incitatif initié par l'État en 2018.
- En accord avec le règlement budgétaire et financier, pour les opérations supérieures à 1 million €, les résultats d'appel d'offres devront être transmis à la Région pour acceptation de la demande.
- Qualité du projet de valorisation et de médiation. Les édifices doivent être ouverts au public au moins 40 jours par an, pendant les Journées du Patrimoine et toute autre manifestation culturelle régionale valorisant le bien restauré. Un programme de valorisation lié aux travaux de restauration doit être proposé avec la demande de subvention. Un projet de médiation physique et/ou numérique doit accompagner la restauration de l'édifice. Les objets mobiliers doivent être facilement accessibles au public tout au long de l'année.

Plan de financement :

Apport minimum de 20 % par le maître d'ouvrage en fonds propres et mention des subventions demandées, le cas échéant la part provenant du mécénat.

Obligations pendant et après les travaux :

- Développer la communication autour de ce projet, en étroite concertation avec la Région Hauts-de-France.
- Indiquer sur le panneau de chantier la participation régionale sur le projet.
- Autoriser la Région à utiliser le cas échéant la documentation (photographie, inventaire, projet etc.) liée au projet de restauration pour des opérations d'études ou de communication de l'institution (site internet, publications...).

Modalités/conditions de l'aide :

La subvention est accordée sur la base du montant HT des travaux lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité. Lorsque cette maîtrise d'ouvrage est assurée après délégation par une association, la subvention est accordée sur la base du montant HT ou TTC selon son régime fiscal.

- Édifice et immeuble par destination :

Le taux maximal de participation régionale est de 20 % appliqué à la dépense subventionnable. En fonction de l'implantation de l'édifice, la subvention est plafonnée à :

- ✓ 300 000 € pour les zones patrimoniales (seuil minimal de 5 000 €) ; subvention renouvelable une fois si le montant total des travaux est supérieur ou égal à 1 500 000 € HT.
- ✓ 150 000 € pour les édifices hors zone patrimoniale (seuil minimal de 5 000 €) ; subvention non renouvelable.

- Mobilier

- ✓ Le taux maximal de participation régionale est de 80 % appliqué à la dépense subventionnable (HT) plafonné à 60 000 € (seuil minimal de 3 000 €).

Animation du dispositif :

Le projet doit faire l'objet d'un échange préalable avec les services régionaux – service Patrimoine (cf. contacts). Dès lors, le propriétaire de l'édifice déposera un pré-dossier sur la plateforme d'aides en ligne : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/login-tiers.sub> (création d'un compte tiers et dépôt d'un pré-dossier dans le dispositif ayant pour acronyme « DUPA »).

Le pré-dossier comportera les pièces suivantes :

- ✓ budget prévisionnel (en € HT),
- ✓ autorisation de travaux de la DRAC,
- ✓ étude préalable ou diagnostic,
- ✓ devis descriptifs,
- ✓ date de début et de fin des travaux,
- ✓ photos,
- ✓ attestation de délégation du propriétaire public pour les associations.

Le dossier doit être complet et les travaux doivent faire l'objet d'un accord préalable de l'État – Direction Régionale des Affaires Culturelles – Conservation Régionale des Monuments Historiques pour une prise en compte de la demande.

Après avis favorable de la Région et de la DRAC – Conservation Régionale des Monuments Historiques, le dossier de demande de subvention définitif peut être déposé à l'adresse suivante : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/login-tiers.sub> (dépôt du dossier dans le dispositif ayant pour acronyme « PARE »).

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Contacts :

Raphaël COIPEL, Chargé de mission Préservation et Valorisation du Patrimoine
03 74 27 28 29 – raphael.coipel@hautsdefrance.fr

Restauration et valorisation du patrimoine rural non protégé et du patrimoine protégé (DUPN/PARP) – propriétaires privés

Ce volet s'adresse aux propriétaires privés et vise à :

- Sauvegarder et pérenniser le patrimoine rural et le patrimoine protégé privé à des fins de valorisation des territoires et de transmission aux générations futures ;
- Concourir au développement de la vitalité des territoires et de leur attractivité en faisant émerger des édifices et des ensembles bâtis dont la valeur patrimoniale présente un intérêt régional, permettant ainsi de reconnaître leur importance dans le maillage patrimonial du territoire et de sensibiliser les habitants aux enjeux de leur préservation ;
- Sensibiliser les propriétaires au devenir du patrimoine rural, élément du cadre de vie et support des mémoires collectives ;
- faire de la restauration et de la valorisation du patrimoine un levier économique et touristique majeur en Hauts-de-France notamment en participant activement au maintien de l'emploi et au renforcement de la filière des métiers de la restauration (sauvegarde des techniques constructives et des savoir-faire),
- soutenir et développer les échanges scientifiques entre acteurs concernés par la restauration du patrimoine particulièrement en soutenant les actions de recherche et de diffusion de la connaissance, de valorisation et de médiation du patrimoine régional.

Objectifs opérationnels :

Le dispositif concerne des projets de restauration d'édifices ou d'immeubles par destination :

- ❖ **non protégés au titre des Monuments Historiques qui sont :**
 - situés sur le territoire de communes comprenant au maximum 3 000 habitants,
 - ni classés ni inscrits au titre des Monuments Historiques,
 - visibles depuis l'espace public.

- ❖ **Protégés au titre des Monuments Historiques qui sont :**
 - prioritairement situés sur le territoire de communes comprenant au maximum 90 000 habitants,
 - classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques,
 - ouvert au public au moins 40 jours, lors des Journées du Patrimoine ou lors de manifestations culturelles.

Les édifices ou immeubles par destination susceptibles de bénéficier d'une aide régionale doivent :

- être emblématique des particularismes patrimoniaux de la Région Hauts-de-France : four, lavoir, fontaine, croix de chemin, calvaire, oratoire, chapelle, église, distillerie, moulin, pigeonnier...,
- présenter un caractère remarquable ou de rareté, un véritable intérêt architectural et être représentatif des territoires concernés (représentativité au titre d'un corpus, ou représentativité spécifique).

Bénéficiaires :

Ce dispositif s'adresse aux personnes physiques ou morales de droit privé propriétaires d'un édifice protégé ou non au titre des Monuments Historiques : particuliers ou associations.

Conditions d'éligibilité :

Faisabilité et qualité du projet de restauration :

- Présenter un programme phasé des travaux visant à une restauration globale de l'édifice accompagné d'un plan de financement solide faisant apparaître les subventions demandées et le cas échéant la part provenant du mécénat.
- Les projets architecturaux devront respecter l'intégrité patrimoniale de l'œuvre et utiliser des matériaux et des techniques de mise en œuvre traditionnels.
 - Pour ce faire, chaque projet devra faire l'objet d'un dialogue préalable, avant la demande d'autorisation de travaux, avec le service du Patrimoine de la Région pour passage du dossier en Comité Technique Régional composé d'experts garant de la qualité des travaux de restauration entrepris.
- Les travaux de restauration devront débuter dans l'année d'obtention de la subvention et le propriétaire s'engage à conserver le bien 10 ans après l'obtention de celle-ci.
- Afin d'être en cohérence avec la réglementation européenne, les projets incluant des activités économiques ne sont pas éligibles (chambres d'hôte, restauration, GFA, GFF, GFR, GAEC, EARL, SCA, SCEA...) ; ne sont pas éligibles les personnes soumises à l'IFI.

Obligations pendant et après les travaux :

Le concours de la Région Hauts-de-France devra être mentionné par son bénéficiaire au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné. Le bénéficiaire s'engage à :

- Développer sa communication autour de ce projet, en étroite concertation avec la Région Hauts-de-France, pour tout événement presse et toute opération ponctuelle. Il s'engage également : à apposer, sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo de la Région Hauts-de-France ; à citer la participation de la Région dans toutes les actions de médiation pendant et après restauration de l'édifice.
- Valoriser les restaurations financées par la Région à l'occasion des Journées du Patrimoine.

- Pour les édifices non protégé, apposer sur l'édifice restauré la plaque logo Région. Celle-ci doit-être demandée à la Région un mois avant l'achèvement des travaux.
- Autoriser la Région à utiliser le cas échéant la documentation (photographie, inventaire, projet etc.) liée au projet de restauration pour des opérations de communication de l'institution (site internet, publications...).
- Autoriser la Région à utiliser le cas échéant la documentation (photographie, inventaire, projet etc.) liée au projet de restauration pour des opérations de communication de l'institution (site internet, publications...).

Modalités/conditions de l'aide :

Le taux de participation régionale est appliqué au coût total TTC de la dépense subventionnable. Celui-ci est modulable **jusqu'à 50 %** et la subvention est **plafonnée à 30 000 €** avec un **seuil minimal de 3 000 €**.

Animation du dispositif :

Le projet doit faire l'objet d'un échange préalable avec les services régionaux – service Patrimoine (cf. contacts). Dès lors, le propriétaire déposera un pré-dossier de demande de subvention sur GALIS à l'adresse suivante :

<https://aidesindividuelles.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=DUPN>
(création d'un compte et dépôt du pré-dossier dans le dispositif ayant pour acronyme DUPN).

Ce pré-dossier comportera les pièces suivantes :

- budget prévisionnel (en € HT),
- devis descriptifs,
- photographies de l'édifice,
- date de début et de fin des travaux,
- autorisation de travaux de la DRAC (patrimoine protégé),

Le pré-dossier est instruit par la Région pour passage en Comité Technique Régional composé de spécialistes qui analyseront le projet de restauration afin de garantir la qualité des travaux entrepris (patrimoine non protégé) ou analysés par la Région et la DRAC – Conservation Régionale des Monuments Historiques (patrimoine protégé).

Après avis favorable du Comité Technique Régional (non protégé) ou de la Région/DRAC (patrimoine protégé), le dossier de demande de subvention définitif devra être déposé par le futur bénéficiaire sur GALIS :

<https://aidesindividuelles.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=DUPN>
(dépôt du dossier dans le dispositif ayant pour acronyme « PARP »).

Ces dossiers sont ensuite présentés pour avis au Comité de Pilotage Régional du dispositif puis soumis au vote du conseil régional ou de sa commission permanente.

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Contact :

Raphaël COIPEL, Chargé de mission Préservation et Valorisation du Patrimoine
03 74 27 28 29 – raphael.coipel@hautsdefrance.fr

AXE 4 : RAYONNEMENT ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DISPOSITIF HAUTE CULTURE

Appel à projets : Accord de coopération culturelle entre la Communauté Flamande de Belgique et la Région Hauts-de-France (COOP)

A venir

Appel à projets : Partenariat entre l'Institut Français
et la Région Hauts-de-France

A venir

Appel à projet : Accompagnement à la diffusion dans le cadre de l'opération " Hauts de France en Avignon" (FAVI21)

Clôture le 1er novembre 2020

Le Festival d'Avignon se déroule chaque année au mois de juillet sur une période de 3 semaines. Il constitue un rendez-vous public et professionnel incontournable pour le secteur du spectacle vivant. Ce festival très médiatique, que ce soit au travers de la sélection officielle, qu'au sein du « OFF d'Avignon », contribue à la diffusion des spectacles et à la visibilité des équipes artistiques hors de leur région d'origine : nombreux sont les responsables culturels, programmateurs et directeurs de lieux à y faire des repérages pour leurs saisons à venir. De multiples rencontres professionnelles permettent également aux compagnies d'échanger sur leurs pratiques et de s'inscrire dans des réseaux nationaux et internationaux.

A la fois projet d'initiative régionale et action de soutien à la création et à la diffusion, l'opération " Hauts-de-France en Avignon " vise à :

- Soutenir la diffusion des spectacles produits en région, en leur permettant de se confronter au regard de nombreux professionnels et de s'inscrire dans de nouveaux réseaux de diffusion ;
- Promouvoir les rencontres entre professionnels
- Promouvoir la richesse de la création régionale à l'échelle nationale et internationale et ainsi participer au rayonnement des Hauts-de-France comme « terre de création artistique »

L'opération s'articule ainsi autour de l'accompagnement d'une sélection de spectacles produits en région, afin que ceux-ci puissent être présentés au sein de lieux emblématiques et référencés du festival OFF.

Suite à l'annulation de l'opération Hauts-de-France en Avignon 2020 en raison de la crise sanitaire, la Région Hauts-de-France s'est engagée à renouveler, en 2021, son accompagnement aux spectacles sélectionnés au titre de l'édition 2020, tout en ouvrant l'opération à de nouveaux spectacles.

Le présent appel à candidatures s'adresse aux nouveaux spectacles qui viendront compléter, en 2021, la sélection pré-constituée.

1. Les spectacles accompagnés

Le spectacle accompagné peut concerner l'ensemble des disciplines artistiques du spectacle vivant.

Il peut s'agir soit :

- d'une création récente (créée dans les trois dernières années) et susceptible de pouvoir tourner ;
- d'un spectacle en cours de création au moment de la candidature justifiant d'un accompagnement par au moins une structure de diffusion professionnelle de la région.

Afin d'être éligible, le spectacle doit être produit par une équipe artistique professionnelle détentrice d'une licence d'entrepreneur de spectacle en cours de validité et pouvant justifier d'une implantation et d'une activité régulière en région Hauts-de-France.

Enfin, le spectacle ne doit pas avoir déjà été accompagné par la Région dans le cadre de l'opération « Hauts-de-France en Avignon ».

2. Le volet « Emergence »

Attentive à l'encouragement de l'émergence et de la jeune création, la Région propose un volet spécifique dédié au soutien de spectacles produits par de jeunes équipes des Hauts-de-France. Peut ainsi intégrer le volet émergence toute équipe ayant produit **moins de trois spectacles** dans un cadre professionnel.

La Région réservera aux équipes une place privilégiée au sein de la sélection, et veillera à favoriser la mise en œuvre de d'initiatives et de démarches d'accompagnements adaptées (ex : mentorat, apport en ingénierie, mise en réseau...).

3. La recherche d'un partenariat privilégié avec plusieurs scènes référencées du festival OFF

La Région entend favoriser, pour les spectacles accompagnés, une visibilité auprès des professionnels. En ce sens, un partenariat sera recherché avec plusieurs lieux du OFF identifiés par leurs spécificités et leur qualité de programmation, et un dialogue sera noué autour des projets artistiques retenus dans le cadre de la sélection.

N.B : Bien que la Région soit attentive à nouer un dialogue constructif avec plusieurs lieux du OFF, elle ne saurait se substituer à la compagnie dans le cadre de la recherche d'un créneau de programmation et de la négociation autour de celui-ci. Néanmoins, considérant le calendrier de constitution de la sélection « Hauts-de-France en Avignon », il ne sera pas exigé de la compagnie, au moment de la candidature, la confirmation du lieu de programmation du spectacle. L'équipe artistique devra toutefois justifier a minima de prises de contacts avec un ou plusieurs lieux, et devra, en cas de sélection, confirmer l'accord du lieu de programmation au plus tard dans le courant du premier trimestre 2021.

4. La constitution de la sélection « Hauts-de-France en Avignon »

La candidature sera étudiée, sur la base du projet artistique, en concertation avec le comité consultatif « Hauts-de-France en Avignon »¹ selon les éléments suivants :

- la **qualité artistique** et la **cohérence** globale de la proposition ;
- la **pertinence de la présentation du spectacle concerné** au festival OFF d'Avignon
- l'**opportunité d'une présence de la compagnie au festival OFF d'Avignon** au regard de son stade de développement et/ou de sa stabilité financière
- la **capacité de l'équipe artistique à mettre en œuvre une stratégie de diffusion** pendant et en dehors du festival
- la **faisabilité financière et technique du projet**

Dans le cadre de la constitution de cette sélection, une attention sera par ailleurs apportée :

- au renouvellement des équipes artistiques accompagnées dans le cadre l'opération,
- à la diversité des esthétiques et écritures représentées
- à l'encouragement de la parité femme/homme et à un relatif équilibre entre les deux « versants » de la région.

Les spectacles composant la sélection « Hauts-de-France en Avignon », ainsi que le montant de l'accompagnement à chaque spectacle feront ensuite l'objet d'une délibération de la part de l'Assemblée Régionale.

5. L'accompagnement de la Région

- a) Un accompagnement financier total plafonné à 28 000 euros et articulé autour de deux volets :
 - Un soutien aux coûts salariaux, techniques et logistiques liés à la diffusion du spectacle en Avignon. Ce financement pourra représenter au maximum 35% des dépenses éligibles.
 - Un financement forfaitaire à la location du créneau, plafonné à 18 000 euros.
- b) La mise en œuvre d'un plan de communication et de relation presse dédié
- c) L'association aux différentes actions de visibilité, d'ingénierie et/ou de mise en réseau professionnels organisés dans le cadre de l'opération « Hauts-de-France en Avignon ».
- d) La mise à disposition d'un espace de travail connecté et équipé pendant la durée du festival.

6. Les engagements des équipes artistiques

Les équipes artistiques inscrites dans l'opération s'engagent à :

- Assurer des représentations régulières sur la durée du festival OFF (3 semaines).
- Etre opérationnelle dès le premier jour de l'opération.
- Respecter les règles fiscales et sociales liées à l'intermittence, ainsi que les engagements pris avec les lieux d'accueil.
- Spécifier le soutien de la Région dans ses différents outils de communication et dans ses relations avec la presse.
- Participer à la bonne mise en œuvre de l'opération « Hauts-de-France en Avignon ».

¹ Comité constitué de professionnels du spectacle vivant en région, dont la liste est à télécharger sur le site Internet de la Région.

- Participer à la logistique et l'organisation générale de l'opération. (réunions préparatoires et de bilan, conférences de presse...).

7. Modalités de paiement

Les modalités de paiement de l'aide accordée aux compagnies sélectionnées seront définies dans une convention financière.

8. Modalités de candidature

Les candidatures devront être déposées via le formulaire dédié (FAVI21) à remplir sur la plateforme en ligne <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr>.

Elles devront obligatoirement comporter:

- Un dossier artistique du spectacle
- le budget prévisionnel global de l'opération selon le modèle-type fourni
- la fiche technique du spectacle,
- le descriptif de l'équipe artistique et technique,
- le descriptif du plan de diffusion dédié.

Date limite de candidature : 1^{er} novembre 2020

Attention : Les candidatures non déposées sur la plateforme ou transmises après cette date seront déclarées irrecevables.

9. Accompagnement au montage de dossier

Les équipes artistiques souhaitant déposer un dossier de candidature sont invitées à se rapprocher, en amont de tout dépôt, de leurs interlocuteurs privilégiés au sein du service Spectacle Vivant, à savoir :

- ***Pour le théâtre:***
Equipes du « versant nord » : Franck Hovelaque – franck.hovelaque@hautsdefrance.fr
Equipes du « versant sud » : Marjorie Corniquet – marjorie.corniquet@hautsdefrance.fr
- ***Pour la danse :*** Dimitri Van Meenin- dimitri.van-meenin@hautsdefrance.fr
- ***Pour le cirque ou les marionnettes :*** Emilie Freysz - emilie.freysz@hautsdefrance.fr
- ***Pour le Jeune Public :*** Laurence Petit – laurence.petit@hautsdefrance.fr

Le secrétariat du service Spectacle Vivant peut être contacté au 03.74.27.28.43

AXE 4 : RAYONNEMENT ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DISPOSITIF TEMPS FORTS

Temps forts, manifestations et leurs résonances (PRAC 2.0)

Ce dispositif vise à accompagner les opérateurs organisateurs de festivals, expositions temporaires, rencontres et manifestations artistiques ou patrimoniales sur l'ensemble du territoire régional.

Objectifs opérationnels :

- Soutenir une programmation artistique ponctuelle exigeante, contribuant au rayonnement et à la vitalité des filières, en favorisant notamment le soutien à l'émergence et le renouvellement des esthétiques,
- Favoriser l'ouverture des temps forts aux publics : élargissement et sensibilisation des publics y compris professionnels, implication et participation des habitants,
- Impliquer un territoire et ses acteurs (culturels, sociaux, éducatifs, touristiques, économiques,...) dans la manifestation
- Contribuer au rayonnement régional,
- Inscrire ces temps forts dans une démarche de développement durable.

Bénéficiaires :

Opérateurs de droit public ou privé dont le siège social est situé en Hauts-de-France. Pour les structures bénéficiant d'une aide globale au programme d'activités qui porteraient des temps forts, il est nécessaire de détailler le projet et le budget de ces événements au sein de leur programme d'action.

Projets éligibles :

Les temps forts pouvant être soutenus se définissent par :

- leur inscription dans un temps spécifique d'au moins deux jours consécutifs, dans un espace donné et dans un espace géographique concentré, en Hauts-de-France ;
- le caractère professionnel de leur organisation et de la programmation (rémunération des artistes) ;
- une direction artistique, scientifique, culturelle... professionnelle ;
- l'intégration du territoire sur lequel ils s'implantent ;
- une action particulière en matière d'ouverture aux publics, voire d'éducation artistique et culturelle ;
- une intention particulière autour d'un secteur artistique, d'une thématique, d'enjeux sociétaux...
- un soutien significatif d'une ou plusieurs collectivités locales, voire d'autres partenaires publics ou privés.

La vocation d'attractivité et de rayonnement du territoire fera l'objet d'une attention particulière.

Pour l'accueil d'auteurs, seuls les temps forts accueillant des auteurs à compte d'éditeurs, respectant la charte des auteurs et intégrant des modalités partenariales avec un libraire seront éligibles.

Critères d'appréciation:

- Prise de risque en termes de programmation,
- Prise de risque dans la mise en place de nouvelles démarches avec les habitants,
- Implication du tissu associatif, culturel, social, touristique, économique local,
- Qualité des actions de médiation,
- Rayonnement de la manifestation sur son territoire et au-delà, retombées professionnelles, économiques, touristiques et médiatiques,
- Attention portée aux équipes artistiques régionales,
- Viabilité économique du projet et développement des ressources propres,
- Actions de coopération transfrontalière et/ou internationale,
- Ouverture de la programmation à d'autres disciplines et croisement des expressions artistiques.

Modalités et conditions de l'aide:

Les demandes devront être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

Le financement sera versé sous forme de subvention ne pouvant excéder 30% du coût total du temps fort et de la manifestation.

Le financement régional pourra atteindre jusqu'à 50 % du coût total pour un projet de temps fort proposant des résonances, c'est-à-dire :

- si le projet développe une dimension plus régionale et souhaite déployer son activité durant la durée de sa manifestation sur plusieurs autres territoires de la Région en travaillant une vraie « implantation culturelle » de ces résonances ;
- si le projet organise ponctuellement une ou quelques dates - pendant ou hors durée de sa manifestation sur un territoire autre que son lieu principal, en s'appuyant sur son expertise, sa programmation et l'effet « économie d'échelle » de la manifestation pour proposer une diffusion sur d'autres villes ou territoires peu dotés en matière de temps forts.

Le financement pourra être modulé en fonction des caractéristiques des territoires concernés.

A titre exceptionnel, certains projets de rayonnement national ou international pourront bénéficier d'un soutien supérieur dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Animation du dispositif :

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du conseil régional.

Temps forts - Expositions (PRAC 2.0)

Les expositions des musées de France et des opérateurs culturels régionaux participent à la politique de rayonnement et de développement de l'attractivité culturelle des Hauts-de-France.

Objectifs opérationnels :

- favoriser l'appropriation du patrimoine artistique ainsi que des œuvres contemporaines par la population régionale et les visiteurs ;
- d'accroître la visibilité, la lisibilité et la notoriété des œuvres en développant une offre culturelle de qualité ;
- renforcer l'attractivité culturelle et touristique du territoire régional.

Bénéficiaires :

- musées de France
- opérateurs culturels de droit public (EPCI, commune, syndicat mixte...) ou privé (associations, artistes, collectifs d'artistes, sociétés privées...), non aidé au « programme d'activités » sauf exception justifiée notamment par l'impact de l'exposition pour la Région ;

Projets éligibles :

Dans tous les cas, la mise en œuvre du projet doit être assurée par un directeur artistique ou un commissaire d'exposition professionnel.

Pour les Expositions de rayonnement national et international :

L'exposition organisée sur le territoire régional a une portée d'envergure nationale et / ou internationale notamment au travers de co-productions avec d'autres établissements culturels en France ou à l'étranger.

Il s'agit de :

- réaliser une exposition :
 - qui permet de livrer un regard « inédit » sur les collections permanentes et, plus généralement, sur la création artistique ;
 - qui s'inscrit dans un rayonnement ambitieux par son attractivité d'un large public hors région, par les retombées de presse attendues, notamment spécialisée, par sa relation et son impact sur le milieu professionnel et artistique.
- proposer une scénographie attractive et de qualité favorisant la compréhension de l'exposition et la découverte de nouveaux horizons artistiques ;

- initier une médiation culturelle originale, de qualité et adaptée à des publics de tous âges et parfois éloignés de l'offre culturelle ainsi qu'une tarification attractive et adaptées aux jeunes et aux personnes à faible revenu.

Pour les Expositions de rayonnement régional :

La co-production des expositions avec d'autres établissements culturels de la région et la mutualisation des coûts sont souhaitées.

Il s'agit de :

- réaliser une exposition :
 - qui permet de livrer un regard nouveau sur les collections permanentes et/ou sur le territoire ;
 - dont l'attractivité s'entend à l'échelle des publics de l'ensemble de la région.
- proposer une scénographie attractive et de qualité favorisant la compréhension de l'exposition et la découverte de nouveaux horizons artistiques ;
- Initier une médiation culturelle originale, de qualité et adaptée à des publics de tous âges et parfois éloignés de l'offre culturelle.

Modalités / conditions de l'aide:

Les demandes devront être déposées sur la plateforme par le porteur de projet selon le calendrier du formulaire unique PRAC.

Dépenses éligibles

Seules sont prises en compte les dépenses liées à la réalisation de l'exposition : coûts de scénographie, transport, emballage et assurance des œuvres exposées, édition du catalogue, communication, dépenses liées à la médiation. Les postes de salaires permanents ne sont pas pris en compte.

Expositions de rayonnement national et international :

Subvention plafonnée à 150 000 € et à 30 % du coût total de l'exposition.

Aide limitée à une demande tous les 2 ans par établissement culturel.

Expositions de rayonnement régional :

Subvention plafonnée à 50 000 € maximum et à 30 % du coût total de l'exposition.

Aide limitée à une exposition par an et par établissement culturel.

Les modalités de versement des subventions seront conformes au règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France.

Animation du dispositif :

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Appel à projet : Festival Haute fréquence (HF2.0)

A venir

AXES 1-2-3-4 : DISPOSITIF D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

Soutien à l'investissement (PACI2.0)

La politique d'aide à l'investissement vise à favoriser l'aménagement et le développement culturel durable du territoire régional et à contribuer au développement de son rayonnement et de son attractivité.

Objectifs opérationnels :

- la contribution à l'exercice des missions de « service public » dans de bonnes conditions des structures de création, de diffusion, de formation ou d'éducation artistique et culturelle par l'acquisition d'œuvres ou par le renouvellement des équipements scéniques, d'exposition
- l'accompagnement de projets structurants afin de :
 - o permettre l'implantation sur le territoire régional d'opérateurs thématiques d'envergure nationale et internationale dans le cadre du Contrat de Projets Etat-Région (CPER)
 - o soutenir les grands projets de développement et de modernisation des acteurs culturels - rénovation ou création de locaux ou d'équipements (CPER)
 - o soutenir la préservation/conservation du patrimoine emblématique régional matériel ou immatériel (patrimoine musical, littéraire, cinématographique et audiovisuel...)
 - o la mise en place de programmes spécifiques en soutien du développement et de la structuration des filières

Projets éligibles :

- l'acquisition ou le renouvellement d'équipements destinés à la mise en œuvre du projet artistique et culturel, scientifique et culturel ou au développement de l'activité pour les structures qui déclinent un ou plusieurs des 4 axes de la politique culturelle régionale : « Création et Créativité », « Education et Métiers », « Vitalité des territoires en lien avec les Habitants », « Rayonnement et développement international » et qui sont accompagnées au programme d'activités ;
- l'acquisition d'œuvres pour les musées dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des Musées ;
- la production ou la co-coproduction d'œuvres dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel ;
- les projets de modernisation des entreprises d'édition et de développement de l'attractivité des librairies ;
- la construction, la rénovation, l'aménagement de lieux (et les études de programmation préalables au projet d'investissement) dédiés à la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel ou scientifique et culturel structurant, relevant du Contrat de Projets Etat-Région ou des priorités régionales,
- la création, restructuration, rénovation de salles de cinéma de la petite et moyenne exploitation.

Bénéficiaires :

- opérateur culturel, artistique, patrimonial (dont éditeurs, libraires...) implanté en Hauts-de-France,
- une collectivité territoriale, un EPCI, un syndicat mixte, propriétaire de locaux ou bâtiments destinés ou mis à disposition d'un opérateur, pour la mise en œuvre d'un projet artistique, culturel, patrimonial.
- le porteur d'un projet artistique et culturel, scientifique et culturel, de réseau, d'observation ou de structuration d'un secteur ou d'une filière en région.

Calendrier :

Pour une décision de la Région en 2021, la demande doit être déposée au plus tard le 15 avril 2021, notamment pour les structures soutenues au programme d'activités. Les demandes déposées après cette date sont susceptibles de faire l'objet d'une décision en 2022.

Les demandes doivent être déposées au plus tard six mois avant le démarrage des travaux en cas de construction, rénovation ou aménagement de lieux. Pour les gros investissements, une demande d'engagement de principe sur budget prévisionnel peut être soumise, suivie plus tard d'un complément comportant les dépenses ajustées sur les devis ou résultats d'appels d'offres. Prendre contact avec les services de la DCAPC dans ce cas.

Modalités d'aide :

Le soutien régional est étudié selon les types de projets et selon les budgets et les plans de financement produits.

Animation du dispositif :

Préalablement et selon les pratiques habituelles de partenariat en région, des réunions des partenaires de la structure ou de l'opérateur pourront être organisées par le demandeur pour une présentation du projet en amont du dépôt de dossier.

L'instruction et le suivi sont assurés par la Direction de la Création Artistique et des Pratiques Culturelles de la Région Hauts-de-France

La décision définitive d'attribution de la subvention relève de la commission permanente ou de l'assemblée plénière du Conseil Régional.

Point de vigilance :

La rénovation ou la construction de bâtiments exigent de prendre en compte les conditions de performance énergétique. La Région est attentive aux objectifs que peuvent se fixer les maîtres d'ouvrage en la matière, pour a minima être en conformité avec la réglementation en vigueur, dont les dispositions du décret 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants à usage tertiaire, entré en vigueur le 1^{er} octobre 2019 (*mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existants à usage tertiaire afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale pour l'ensemble des bâtiments soumis à l'obligation d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 par rapport à 2010*). Consulter le référentiel REV3 (Troisième révolution industrielle) élaboré par la Région, destiné à guider les maîtres d'ouvrage dans leur réflexion.

Règlement de Fonctionnement des Comités Consultatifs

Mission des comités consultatifs :

Les comités consultatifs ont pour rôle d'examiner les demandes de soutien établies dans le cadre de certains dispositifs développés par la Région en application de sa politique culturelle. Ils proposent un avis consultatif visant à éclairer les décisions prises par le conseil régional pour la mise en œuvre de ces dispositifs.

Ces avis portent notamment sur la pertinence et l'exigence artistique, la viabilité des projets, la pertinence des partenariats éventuels, l'intérêt pour le territoire, l'adéquation aux axes de la politique culturelle régionale et le respect des obligations professionnelles et sociales. Au-delà de l'avis sollicité ces comités sont également des espaces d'échanges et de partage autour des enjeux, des visions partagées, des évolutions et des développements de chacune des disciplines concernées.

En acceptant de participer à ces comités, les membres s'engagent à, dans la mesure du possible, voir un maximum de travaux réalisés par les équipes régionales et à étudier les dossiers de demande de subvention avec objectivité et impartialité.

Domaines d'expertise :

Il est prévu un comité consultatif par grandes disciplines culturelles, à savoir :

- Le Spectacle Vivant:

o - Théâtre

o - Arts du mouvement : Danse, Cirque/ Arts de la rue ; Théâtre d'objets & Marionnettes

- Les Musiques :

o – Actuelles

o – de répertoire et de création contemporaine

- Les Arts visuels

- Le Livre et la Lecture

- Le Cinéma et l'audiovisuel

- La Culture Scientifique Technique et Industrielle

- Le Patrimoine

- Le Transdisciplinaire

Composition des comités consultatifs :

Les comités sont composés de 15 membres maximum avec voix délibérante répartis comme suit :

o Jusqu'à 13 « Experts et Réseaux professionnels » : *Artistes, Lieux de création, Lieux de production, Lieux de diffusion, Professeurs/enseignants, Réseaux et collectifs d'envergures nationales ou régionales*

o Les représentants des « Institutions » pour 2 voix : *1 voix pour la Drac, 1 voix partagée pour les conseils départementaux*

A titre expérimental une représentation de lycéens et/ou d'apprentis pourra être intégrée à certains comités.

Les membres sont désignés par courrier du Président du Conseil régional et siègent pour une durée de deux ans renouvelables.

Autant que faire se peut, les comités devront refléter une diversité de profils, une couverture équilibrée du territoire des Hauts-de-France et une représentation équilibrée homme/femme.

Fonctionnement des comités consultatifs :

La Direction de la création artistique et des pratiques culturelles de la Région Hauts-de-France convoque le comité autant que de besoin. Les membres sont invités 15 jours calendaires avant la tenue de la réunion et reçoivent par mail une synthèse des dossiers à instruire.

Les membres du comité s'engagent à respecter le présent règlement et doivent respecter une totale confidentialité sur les documents qui leur sont remis et sur les débats afférents. Si un membre est impliqué dans un projet proposé, il ne participera ni aux débats ni aux votes sur ce projet.

Le quorum est atteint dès la présence du 1/3 des membres du comité. Chaque membre présent bénéficie d'une voix et un membre peut se faire, par écrit, représenter par un et un seul membre présent qui fera part des votes exprimés transmis par écrit avant la réunion. En cas d'absences, non justifiées préalablement auprès des services de la Région, à trois reprises, les membres concernés seront considérés comme démissionnaires.

Les avis du comité sont pris à la majorité absolue des votants (membres présents et/ou représentés).

Les services de la Région assureront l'organisation et la synthèse des réunions des comités consultatifs (réception des dossiers, envoi des éléments au comité et convocation, Grille d'analyse...) et se réservent la possibilité d'inviter toute personne susceptible d'apporter un complément nécessaire d'information sur un ou plusieurs points de l'ordre du jour.

Défraiements :

Les membres du comité - hors agents des collectivités et de l'Etat, hors lieux et réseaux aidés au programme d'activité et hors membre défrayé par sa structure d'origine - percevront un défraiement calculé sur les dépenses réelles et sur fourniture de justificatifs.